Tunisie : la révolution des privilégiés ? (Bernard Lugan)

26/01/2011 à 14h50

En France, les tartuffes politiques ont applaudi la chute d'une dictature qu'ils fréquentaient assidûment peu auparavant, à commencer par ceux qui voulaient cacher que le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), le parti du président déchu était membre de l'Internationale socialiste[1].

Tous ont oublié qu'en 1987, l'accession au pouvoir du général Ben Ali avait été unanimement saluée comme une avancée démocratique, que sous sa ferme direction, la subversion islamiste avait été jugulée, que la Tunisie était devenue un pays moderne dont la crédibilité permettait un accès au marché financier international. Attirant capitaux et industries, le pays avait à ce point progressé que 80% des Tunisiens étaient devenus propriétaires de leur logement. Ce pôle de stabilité et de tolérance dans un univers musulman souvent chaotique voyait venir à lui des millions de touristes recherchant un exotisme tempéré par une grande modernité. Des milliers de patients venaient s'y faire opérer à des coûts inférieurs et pour une même qualité de soins qu'en Europe.

Les Tunisiens étaient donc des privilégiés auxquels ne manquait qu'une liberté politique généralement inexistante dans le monde arabo-musulman.

Dans ce pays qui consacrait plus de 8% de son PIB à l'éducation, la jeunesse était scolarisée à 100%, le taux d'alphabétisation était de plus de 75%, les femmes étaient libres et ne portaient pas le voile ; quant à la démographie, avec un taux de croissance de 1,02%, elle avait atteint un quasi niveau européen. 20% du PIB national était investi dans le social et plus de 90% de la population bénéficiait d'une

couverture médicale. Autant de réussites quasiment uniques dans le monde arabo-musulman, réussites d'autant plus remarquables qu'à la différence de l'Algérie et de la Libye, ses deux voisines, la Tunisie ne dispose que de faibles ressources naturelles.

Les Tunisiens étaient donc des privilégiés auxquels ne manquait qu'une liberté politique généralement inexistante dans le monde arabo-musulman. Ils se sont donc offert le luxe d'une révolution en ne voyant pas qu'ils se tiraient une balle dans le pied. Leur euphorie risque d'ailleurs d'être de courte durée car le pays va devoir faire le bilan d'évènements ayant provoqué des pertes qui s'élevaient déjà à plus de 2 milliards d'euros à la mi-janvier et qui représentaient alors 4% du PIB. La Tunisie va donc sortir de l'épreuve durablement affaiblie, à l'image du secteur touristique qui recevait annuellement plus de 7 millions de visiteurs et qui est aujourd'hui totalement sinistré, ses 350 000 employés ayant rejoint les 13,2% de chômeurs que comptait le pays en décembre 2010.

Pour le moment, les Tunisiens ont l'illusion d'être libres. Les plus naïfs croient même que la démocratie va résoudre tous leurs maux, que la corruption va disparaître, que le chômage des jeunes va être résorbé, tandis que les droits de la femme seront sauvegardés… Quand ils constateront qu'ils ont scié la branche sur laquelle ils étaient en définitive relativement confortablement assis, leur réveil sera immanquablement douloureux. Déjà, dans les mosquées, les prêches radicaux ont recommencé et ils visent directement le Code de statut personnel (CSP), ce statut des femmes unique dans le monde musulman. Imposé par Bourguiba en 1956, puis renforcé par Ben Ali en 1993, il fait en effet des femmes tunisiennes les totales égales des hommes. Désormais menacée, la laïcité va peu à peu, mais directement être remise en cause par les islamistes et la Tunisie sera donc, tôt ou tard, placée devant un choix très clair : l'anarchie avec l'effondrement économique et social ou un nouveau pouvoir fort.

Toute l'Afrique du Nord subit actuellement l'onde de choc tunisienne. L'Egypte est particulièrement menacée en raison de son effarante surpopulation, de l'âge de son président, de la quasi disparition des classes moyennes et de ses considérables inégalités sociales. Partout, la première revendication est l'emploi des jeunes et notamment des jeunes diplômés qui sont les plus frappés par le chômage. En Tunisie, à la veille de la révolution, deux chômeurs sur trois avaient moins de 30 ans et ils sortaient souvent de l'université. Le paradoxe est que, de Rabat à Tunis en passant par Alger, les diplômés sont trop nombreux par rapport aux besoins. Une fois encore, le mythe du progrès à l'européenne a provoqué un désastre dans des sociétés qui, n'étant pas préparées à le recevoir, le subissent.

En Algérie, où la cleptocratie d'Etat a dilapidé les immenses richesses pétrolières et gazières découvertes et mises en activité par les Français, la jeunesse n'en peut plus de devoir supporter une oligarchie de vieillards justifiant des positions acquises et un total immobilisme social au nom de la lutte pour l'indépendance menée il y a plus d'un demi-siècle. Même si les problèmes sociaux y sont énormes, le Maroc semble quant à lui mieux armé dans la mesure où la monarchie y est garante de la stabilité, parce qu'un jeune roi a su hisser aux responsabilités une nouvelle génération et parce que l'union sacrée existe autour de la récupération des provinces sahariennes. Mais d'abord parce que le Maroc est un authentique Etat-nation dont l'histoire est millénaire. Là est toute la différence avec une Algérie dont la jeunesse ne croit pas en l'avenir car le pays n'a pas de passé, la France lui ayant donné ses frontières et jusqu'à son nom.

Blog de Bernard Lugan

---

[1] Comme l'est d'ailleurs également le parti de M. Gbagbo.

Les livres de Bernard Lugan sont disponibles dans la boutique

FDS

Widgets Amazon.fr